

LES COMPAGNIES D'ASSURANCES SE LANCENT DANS LA RETRAITE COMPLÉMENTAIRE

Une opération hors de portée des salariés les plus modestes

La question de la retraite complémentaire par des organismes autres que les caisses de sécurité sociale et les mutuelles vient d'être relancée dans la presse : c'est l'œuvre de la CAAR. C'est une forme de capitalisation qui ne dit pas son nom que cet organisme ouvre dans le système de retraite fonctionnant sur la répartition. Il ne profitera pas aux salariés les plus modestes : la retraite à deux vitesses est en marche.

Djilali Hadjadj

Dans le cadre de sa stratégie de diversification de ses produits, la CAAR — Caisse algérienne d'assurance et de réassurance — vient de mettre sur le marché un nouveau produit d'assurance de personnes, appelé «Retraite complémentaire». Aujourd'hui, le problème des retraites se pose avec acuité dans presque tous les pays qui font face, dans leur majorité, au phénomène du «papy boom».

En effet, pour bien appréhender la question des retraites, ils ont pris en compte l'allongement de l'espérance de vie ainsi que l'amélioration des conditions de vie. Par ailleurs, l'emploi stable et bien rémunéré, qui permet de bâtir une stratégie de retraite adéquate, se raréfie et devient un privilège. La plupart des pays ont, dès lors, mis en application une politique de

retraite complémentaire dans le but de faire face à l'afflux massif de départs à la retraite. Aussi, la question d'une retraite complémentaire a été longuement réfléchie en Algérie, qui est peu ou prou confrontée aux mêmes réalités. Le système des retraites se heurte à des problèmes de financement liés à l'évolution du nombre de bénéficiaires et à la stagnation du nombre de cotisants.

Par ailleurs, les tendances statistiques dans notre pays indiquent qu'à l'orée 2048, une bonne partie de la population aura la soixantaine, c'est-à-dire l'âge légal de partir en retraite.

Face à cette problématique, la CAAR a initié un nouveau produit d'assurance «Retraite complémentaire» dans le but précisément, d'offrir à ses adhérents les moyens de constituer une retraite complémentaire à la retraite légale.

Une protection sociale
à deux vitesses

Le contrat d'assurance «Retraite complémentaire» est un contrat d'assurance-vie destiné aux salariés ainsi qu'aux commerçants et professionnels exerçant une activité libérale ou tout autre personne justifiant d'un revenu. Ainsi, l'assuré souscrit un contrat alors qu'il est encore en activité. Il verse des primes jusqu'à l'âge de son départ en retraite et à cette date, la CAAR commence le versement d'une rente à son profit. La rente est soit temporaire si les versements sont limités dans le temps, soit viagère c'est-à-dire jusqu'au décès de l'assuré.

Le contrat «Retraite complémentaire» peut être souscrit sous forme de contrat «individuel» ou «collectif». En ce sens,

les entreprises ont le choix d'affilier leurs personnels auprès de la CAAR pour une souscription à une assurance «Retraite complémentaire». Ces affiliations sont, bien entendu, non obligatoires. En cas de décès de l'assuré avant le terme du contrat qui correspond à l'âge de la retraite, le remboursement des primes jusqu'à la date du décès est effectué aux ayants droit, et ce, «grâce à la garantie de contre-assurance». Le rôle essentiel de protection et de prévoyance de l'assurance retraite complémentaire, dans ce contexte, est souligné par la CAAR, selon cette dernière, en bénéficiant de cette retraite en supplément de la retraite de base, les futurs retraités pourront reconstruire de nouvelles sources de sécurité et accéder ainsi à une condition de vie meilleure.

TÉMOIGNAGE

Opération de régularisation des pensions de retraite

En lisant votre article sur la retraite paru dans l'édition du journal *Le Soir d'Algérie* du 9 avril 2008, et dans le même ordre d'idées, je vous prie d'insérer le présent témoignage dans l'espace «Courrier des lecteurs».

En effet, nous sommes un ensemble de personnes retraitées, et nous voudrions par le biais de la présente manifester notre mécontentement à l'égard de la pratique suivie par la CNR quant à la régularisation des

pensions de retraite au cours des deux dernières années. Cette opération n'a été appliquée que pour une partie du personnel retraité, étant donné que son application selon les versions avancées ça et là (en l'absence d'une réponse officielle précise émanant des organismes concernés, à savoir la CNR et le ministère concerné) est graduelle jusqu'à sa généralisation à l'ensemble des retraités touchés par

cette opération. Malheureusement, ladite opération n'a pas été élargie à tout le monde pour des raisons que nous ignorons.

Selon cette rumeur, le budget affecté pour financer l'opération s'est avéré insuffisant pour continuer la régularisation au restant des retraités qui n'en a pas bénéficié, et ce, toujours en l'absence d'une information exacte émanant de la CNR.

COURRIER DES LECTEURS

Cumul retraite CNR
et Casnos

Je suis un handicapé moteur à 100% qui perçoit une pension (rente d'accident de travail). Actuellement, j'exerce une activité commerciale, donc je cotise auprès de la Casnos. Je voudrais savoir est-ce que dans le calcul de ma retraite une fois l'âge atteint, il y aura un cumul Cnas et Casnos.

RÉPONSE : Le cumul existe : sa gestion est définie par l'arrêté ministériel du 11 mai 1997 fixant les règles et modalités de coordination des régimes de sécurité sociale des salariés et des non-salariés, paru au Journal officiel n°71 du 29 octobre 1997.

Des années de travail
non déclarées à la
Sécurité sociale

Ma pension a été validée en 2000. J'ai cumulé 32 années de service dûment justifiées avec des A.T. S. et atteint l'âge de 50 ans révolus. J'ai joint à toutes fins utiles une attestation de fils de chahid. La CNR m'a validé ma pension au taux de 75% au motif que mes deux premiers employeurs n'ont pas cotisé. J'ai introduit un recours qui n'a pas abouti. Je vous demande de m'informer si j'ouvre droit à une bonification en ma qualité de fils de chahid. Si c'est le cas, quelles sont les démarches à entreprendre pour une éventuelle révision ?

RÉPONSE : L'article 42 de la loi du 5 avril 1999 relative au moudjahid et au

chahid autorise une bonification des années de retraite au profit des fils de chahid en activité : vous devez fournir les pièces justificatives à votre organisme de retraite. Par conséquent, vous concernant, il faut introduire une demande de révision de votre pension auprès de votre agence de wilaya de la CNR.

Actualisation des salaires
servant de calcul
aux pensions de retraite

J'ai lu et relu votre rubrique du 2 avril dernier sur l'actualisation des pensions. Toutefois je voudrais savoir si moi aussi je suis concerné. Moudjahid, 32 ans d'activité dans le secteur minier j'ai été admis à la retraite début juin 1996. Dans l'affirmative, quel serait le taux applicable ?

Rachid, Annaba

RÉPONSE : Le processus d'actualisation des salaires servant de calcul des pensions de retraite est en cours mais il est très lent et très inégal d'une agence CNR à une autre, ce qui est valable aussi pour le versement des rappels dus à cette actualisation. Il faudra vous rapprocher de votre agence CNR de wilaya pour en savoir plus vous concernant.

Pension de retraite
en France

Je voudrais me renseigner sur la retraite de mon père qui a travaillé en France pendant plus de 36 ans, et qui a pris sa retraite en juillet 2006. Il a cumulé — désolé si je n'ai pas les chiffres exacts

— 136 trimestres, dont 129 au régime général, et on lui a fait un calcul de 256 euros pour sa retraite, et on lui a ajouté 35 euros complémentaires, qui découlent, je pense, de l'autre régime. Je voudrais savoir si ce cumul de trimestres lui donne droit seulement à ça et si je peux leur adresser un recours, en son nom. Ainsi que des conseils au cas où vous n'êtes pas débordés. Sachant qu'il est né en 1945, qu'il a travaillé en tant qu'artisan (chauffeur de taxi depuis 1981), et que tous ces enfants sont majeurs, le montant retenu pour le calcul est de 14 000.

RÉPONSE : Vous pouvez vous adresser à l'organisme de retraite où est inscrit votre père afin qu'il puisse vous communiquer tous les éléments d'information relatifs au calcul de sa pension de retraite. Ce calcul ne se fait pas uniquement sur le nombre d'années de travail, mais surtout à partir du nombre d'années effectives pendant lesquelles il y a eu versement de cotisations, du niveau des salaires perçus et soumis à cotisation, et du montant de ces cotisations.

Textes d'application
de la loi du chahid et du
moudjahid

Certains journaux annoncent que les textes d'application de la loi du moudjahid et du chahid entrent en vigueur. Je vous rappelle l'article 41 de la loi n°99-07 du 5 avril 1999 relative au moudjahid et au chahid, qui stipule : La retraite du moudjahid et de la veuve du chahid est

reversée intégralement à ses ayants-droit. La question : cela se fera-t-il automatiquement ou faut-il courir derrière la Caisse ? Avec ou sans effet rétroactif.

R. I., Tipasa

RÉPONSE : A notre connaissance, le texte d'application de l'article 41 n'est toujours pas paru au Journal officiel.

Revalorisation
de la retraite en France

Je suis âgé de 59 ans, j'ai 31 semestres de cotisation en France, de 1968 à 1975. À 60 ans je demanderai ma retraite. Actuellement je touche une pension complémentaire de 60 euros par trimestre. Est-ce qu'à l'âge de 60 ans, c'est-à-dire en 2009, j'aurais droit à la revalorisation de 25 % promise par la conférence sociale du 6 février 2008 et de combien environ, avec 3 enfants à charge ?

RÉPONSE : Le gouvernement français a annoncé, mardi 6 mai 2008, que les retraites seraient revalorisées de 0,8% le 1^{er} septembre prochain. Cette revalorisation de l'ensemble des retraites doit couvrir la progression de l'inflation pendant l'année 2008. Les retraites avaient déjà été revalorisées de 0,8% le 1^{er} janvier 2008.

Le montant de revalorisation des pensions de 25% est une projection sur 5 ans, à raison de 5% par an. Pour calculer l'augmentation dont vous bénéficiez chaque année, il faut connaître le montant de votre pension de retraite.